

# Microfinance rurale à Madagascar : le grenier commun villageois

► COMMERCIALISATION

Les deux contributions qui ont permis de rédiger cet article sont disponibles en version intégrale sur le site de l'Inter-réseaux ([www.inter-reseaux.org](http://www.inter-reseaux.org)). Vous y trouverez en particulier des témoignages de paysans participant à l'initiative.

**STOCKER SES PRODUITS à la récolte grâce à un crédit de la Banque, pour revendre ensuite à la période de soudure, c'est le rêve de nombreux paysans. Depuis plusieurs années le Réseau Cecam et l'organisation de producteurs Fifata mènent une initiative qui permet aux paysans de réaliser cette opération : le grenier commun villageois (GCV).**

## Le GCV : un produit phare du Réseau Cecam

► Brillant Rakotoarison, directeur général adjoint  
bri.rakotoarison@intercecam.org  
Njiva Handry Ratsitoarimanga, chef de département  
Méthode et Organisation informatique,  
n.ratsitoarimanga@intercecam.mg  
Intercecam société anonyme.

« POUR LA RÉALISATION de mon projet », tel est le slogan du Réseau des Caisses d'épargne et de crédit agricole mutuels (Réseau Cecam). Cette institution financière mutualiste, à capital variable, se veut être une structure de développement. S'appuyant sur les principes directeurs du Document de stratégie nationale de microfinance (DSNMF) de Madagascar, le Réseau a pour principale mission de favoriser l'accès à des services viables et durables, pour une majorité de ménages ruraux à faibles ou à moyens revenus et pour des micro-entrepreneurs.

Présent dans cinq des six provinces de Madagascar, le Réseau Cecam couvre une bonne partie de la Grande île, avec une structure en trois niveaux : des caisses locales (181), regroupées dans neuf unités régionales (Urcecam), et la société anonyme Intercecam, structure faitière qui assure la gestion technique et opérationnelle de l'ensemble du réseau (sécurité des engagements, élaboration des procédures, contrôle des opérations, gestion de trésorerie et de refinancement, gestion du personnel, etc.). En tout, le Réseau s'appuie sur 84 000 familles sociétaires.

**Le GCV en réponse à la pauvreté rurale.** Environ 75 % de la population malgache vit en milieu rural, et le secteur agricole y est fortement dominé par la riziculture. Le riz reste la nourriture de base : un malgache consomme, en moyenne, plus de 100 kg de riz blanc par an. Selon des sources

administratives, 70 % des malgaches vivent en dessous du seuil de pauvreté monétaire. Cette pauvreté est un phénomène essentiellement rural.

Pour faire face à leurs besoins immédiats de ressources dès la récolte, les paysans riziculteurs ont tendance à vendre leur production à des prix relativement bas et au détriment de leur propre consommation. Cependant, il est généralement constaté un différentiel de prix assez significatif entre la période de récolte (avril-mai) et la période de soudure (de novembre jusqu'à la prochaine récolte). Les grands collecteurs privés profitent de ce différentiel de prix pour constituer des stocks spéculatifs destinés à être écoulés sur le marché pendant les mois critiques.

Dès 1993, date de création des premières Cecam, le crédit-stockage ou GCV a été mis à disposition des paysans pour contrer cette pratique courante des collecteurs. C'est l'un des produits développés par le réseau Cecam les plus utilisés par les membres sociétaires [1]. En 2005, il a représenté 40 % du volume total de crédits octroyés par le Réseau Cecam, avec 30 000 tonnes de paddy stockés, et a concerné 43 000 familles.

**Un fonctionnement avantageux.** Le crédit GCV permet de différer la vente des récoltes et d'obtenir de meilleurs prix, tout en mettant à la disposition des paysans les ressources dont ils ont besoin pendant cette période de

stockage. Les paysans peuvent ainsi mieux valoriser leur production. Chaque paysan-stockeur place une partie de sa récolte dans un GCV géré par le Réseau Cecam. En contrepartie, il obtient un crédit équivalent à 75 % de la valeur du paddy au moment du stockage. Le stock sert de garantie jusqu'au remboursement, cinq à dix mois plus tard. L'utilisation du crédit est libre. Elle peut concerner des dépenses courantes ou activités génératrices de revenus (cultures de contre-saison, élevage à cycle court, petits investissements). Le revenu dégagé par l'activité permet alors le remboursement. Si ce n'est pas le cas, le bénéficiaire peut contacter un collecteur à qui il va vendre le riz, qui lui fait une avance sur la vente. Dans tous les cas, le montant à rembourser reste inférieur au prix du paddy à la vente. Après le remboursement, chaque paysan récupère son stock de paddy et peut engranger le bénéfice issu de l'évolution significative des prix.

Depuis 2004, les paysans de la région du lac Alaotra, berceau de la riziculture malgache, ont accès au crédit GCV et ceux qui exploitent une surface de deux hectares peuvent stocker jusqu'à 3,5 tonnes et assurer en même temps leur propre consommation. Auparavant, ces paysans étaient pratiquement contraints de vendre une bonne partie de leurs produits et il leur arrivait de contracter des prêts informels avec des remboursements en nature atteignant parfois un taux supérieur à 100 %.

### [1] ÉVOLUTION DU CRÉDIT GCV DE 2004 À 2005

Type de crédit	Année 2004	Année 2005	Évolution
Crédit GCV (en millions d'ariary <sup>1</sup> )	2 339	9 087	+286 %
Tous types de crédits (en millions d'ariary <sup>1</sup> )	14 896	22 541	+51 %
Part du GCV sur le total des octrois	16 %	40 %	

1. Un million d'ariary équivaut à 400 euros et à environ 260 000 FCFA.



Ⓢ Cycliques par nature, les périodes d'octroi et de remboursement sont liées au calendrier de production et aux phénomènes de spéculation.

Étant adossés à un stock de matières premières, les crédits GCV font l'objet de procédures de suivi particulières, notamment pour les quantités stockées par emprunteur. La réussite du crédit GCV dépend en effet du strict respect des procédures de stockage.

Le renforcement des infrastructures de stockage, par la construction des greniers et le réaménagement de hangars appartenant à l'État ou à des sociétés privées, constitue une prio-

rité pour le développement du produit. Pour l'instant, en général, les hangars appartiennent à des membres. Le Réseau Cecam compte essentiellement sur les appuis techniques et financiers des partenaires et bailleurs de fonds, tels que l'Agence française de développement, l'Union européenne et le Millennium Challenge Account, pour le développement de ce produit financier. Le GCV constitue en effet un produit phare, tant pour la Cecam que pour les paysans producteurs, incités par ce moyen à augmenter sensiblement leur production. ■

## Le GCV ou la bataille du riz...

► Colette Ravelomanana, directrice de l'Association pour le progrès des paysans (Fifata), [fi.fa.ta@wanadoo.mg](mailto:fi.fa.ta@wanadoo.mg)

L'ASSOCIATION pour le progrès des paysans est une organisation paysanne faitière malgache forte de plus de cent mille membres et présente dans une dizaine de régions. À l'origine du Réseau Cecam et actionnaire de l'Intercecam, elle a toujours soutenu le système GCV et constate que cet outil permet aux producteurs d'être en meilleure position pour négocier le prix de vente de leurs produits. La capacité de stockage des producteurs organisés peut être estimée à plus de 50 000 tonnes, ce qui n'est pas encore totalement significatif à l'échelle du pays. Mais dans certaines régions où la *Bank of Africa* et les Cecam sont très actives, cette capacité peut représenter 20 à 50 % des volumes commercialisés.

**Le GCV redonne de l'espoir aux producteurs.** En 2004, le prix du paddy payé aux producteurs a permis de leur rendre l'espoir de gagner leur vie en vendant du riz. Ce prix rémunérateur a été le résultat de plusieurs facteurs cumulés : une récolte relativement faible due aux cyclones, une forte demande sur le marché mondial du riz, la croissance de l'économie mondiale, la hausse du coût du transport ainsi que la dévaluation du franc malgache. Fifata, qui défend pour ses membres une agriculture familiale, professionnelle et compétitive, est engagée avec ses adhérents dans la bataille du riz. Ses membres sont prêts à étendre leurs surfaces cultivées, à améliorer leurs techniques culturales, à pren-

dre le risque d'intensifier. Mais pour cela, il leur faut l'assurance que les prix resteront durablement rémunérateurs. Quelques années pourraient alors suffire pour que Madagascar retrouve sa souveraineté alimentaire, perdue depuis plus de vingt ans. Les GCV sont l'un des outils qui pourraient contribuer à cette redynamisation.

**Mais la prudence reste de mise.** Pour beaucoup de paysans, la prudence face aux GCV semble aujourd'hui devoir s'imposer. Pour justifier leur position, comme toujours, les paysans évoquent le taux d'intérêt élevé pratiqué par les Cecam. Comment réduire ce taux élevé ? C'est le même refrain qui revient à chaque fois... Des réflexions sont en cours. Mais les agriculteurs parlent aussi de difficultés de gestion au sein de leurs associations, de manque de formation, des aléas climatiques qui concourent à cette réticence vis-à-vis des GCV. Dans le nord-ouest de l'île, ce serait surtout la sécheresse ; dans le moyen-ouest, la fluctuation des prix du paddy ; finalement, dans de nombreuses régions, beaucoup d'agriculteurs restent dans l'expectative et ne mettent en GCV qu'une infime partie de leur récolte. La peur de perdre de l'argent en est la cause principale. On constate alors que les membres baissent la quantité engrangée en GCV mais n'abandonnent pas le système pour autant.

Ainsi, l'instabilité du prix du riz freine une coopérative du Bongolava, une région du moyen-ouest, dans

sa volonté de faire appel aux GCV : la collecte pour le stockage était de 32 tonnes en 2005, elle n'est que de 7 tonnes en 2006. Même son de cloche chez les membres d'une coopérative située dans l'Itasy. Tentés par le GCV, certains non-membres disent qu'ils utilisent le système GCV de la Cecam, mais ils affirment que les intérêts sont élevés et que le risque est important, comme lors de la vente du riz en 2005.

Malgré tout, beaucoup persistent dans leur volonté de stocker en GCV, d'autres veulent même construire de nouveaux magasins de stockage. La formule GCV séduit suffisamment les producteurs pour que d'autres institutions financières comme Tiavo, qui travaille dans la province de Fianarantsoa, adoptent un système similaire, peut-être, selon les utilisateurs, moins rigide que celui des Cecam. En résumé, continuer les greniers oblige à une large réflexion basée sur le vécu des utilisateurs.

Pour Fifata, leur nécessité se justifie principalement par une meilleure maîtrise du prix à la production, mais aussi par la volonté politique de l'État d'aller vers l'autonomie alimentaire du pays et la professionnalisation des agriculteurs. Mais cet outil demande à être manié avec beaucoup de prudence, compte tenu de la difficulté à apprécier l'évolution du marché du riz à Madagascar. L'utilisation des GCV demande formation, information et précaution. ■